



Réguler la finance mondiale maintenant : il y a urgence !

Appel du Parti socialiste européen et du Forum progressiste mondial
plateforme commune pour réguler la finance mondiale

Les gouvernements de l'UE et les institutions européennes doivent mettre la justice sociale et le respect de la planète au cœur du débat sur la crise financière. Voilà pourquoi il est essentiel que les Européens rassemblent leurs forces pour la réforme financière.

La crise financière mondiale touche toutes les sphères de notre vie ; elle menace nos emplois, nos économies, nos retraites et nos services publics, où que nous soyons.

La crise que nous traversons aujourd'hui n'est pas seulement un ralentissement économique de plus. Nous traversons une crise systémique, aux conséquences désastreuses, et qui touche le monde entier : la crise d'un système mondial de marchés financiers non régulés, qui sacrifient les investissements de long terme, les emplois, les salaires, l'environnement et le bien-être de la planète et de ses habitants, au profit d'une petite minorité. Cette crise doit servir de déclencheur à une réforme de fond de l'ordre économique mondial. Nous avons là une opportunité de transformer le statu quo financier. Nous avons besoin d'un nouveau paradigme, au service du développement durable et de la justice sociale, et non du profit pour le profit.

Réformes financières : l'Europe fait fausse route !

Les réformes financières récemment entreprises en Europe sont fragmentées et ont un champ d'action limité. Les propositions que l'Union Européenne a formulées jusqu'à présent ont un effet très limité et ne suffiront pas à l'instauration d'un système financier sain. Il y a un manque de volonté politique évident.

Les récentes améliorations sur les marchés financiers ne seront pas durables, et sont instrumentalisées par certains dirigeants européens pour éviter de légiférer, et ainsi revenir au statu quo.

Tout ce qu'elles vont faire, c'est augmenter encore le risque de perte d'emplois et de nouvelles crises. Il faut continuer à exposer les citoyens à ces dangers. Et nous pouvons agir.

Il est temps pour nous, citoyens européens, de faire entendre notre voix, et d'exiger de nos dirigeants qu'ils s'attaquent aux causes fondamentales de cette crise. Nous savons tous que nous avons besoin de règles strictes pour mettre fin à la folie du monde de la finance, et créer un nouveau cadre qui soit, enfin, au service de l'intérêt général.

L'économie et les marchés financiers mondiaux dérégulés doivent être soumis à une gouvernance mondiale plus juste et plus transparente.

Les gouvernements de l'UE et les institutions européennes doivent mettre la justice sociale et le respect de la planète au cœur du débat sur la crise financière. Voilà pourquoi il est

essentiel que les Européens rassemblent leurs forces pour la réforme financière.

Les Européens pour la réforme financière

Les Européens pour la réforme financière est une coalition de forces progressistes, regroupant des ONG, des syndicats, des citoyens, des universitaires et des hommes et femmes politiques progressistes, qui s'unissent pour faire campagne, ensemble, pour une véritable réforme du système financier. La coalition a vocation à s'étendre, et de nouveaux membres rejoignent notre campagne chaque jour. Nos engagements

1. C'est aux citoyens de décider de leur sort, pas aux marchés financiers !

Imposons un contrôle démocratique sur les marchés financiers. Régulons enfin tous les acteurs financiers, et tous leurs bonus !

2. Les pratiques financières au grand jour !

Transparence et responsabilité comme pierres angulaires du système financier.

3. L'emploi avant tout !

Protégeons nos emplois des requins de la finance!

4. Halte à l'évasion fiscale !

Préserveons les finances publiques, et abolissons les paradis fiscaux !

5. Non à la spéculation !

Avec une taxe sur les transactions financières, et une finance durable pour des emplois durables!

6. Des banques responsables pour les ménages et les entreprises !

Les banques doivent être avant tout au service des clients et des entreprises.

Notre premier objectif est de réformer les marchés financiers, pour qu'ils soient, enfin, au service de l'économie réelle et de l'emploi.

La crise a montré à quel point le secteur financier s'est éloigné des besoins de l'économie réelle et de la création de véritable richesse. Une réforme radicale du secteur financier est à présent essentielle si nous voulons la remettre à sa place, c'est-à-dire au service des citoyens et des entreprises et éviter qu'une telle crise ne se reproduise. Rejoignez la campagne !

www.europeansforfinancialreform.org

Congrès du PSE : Jean-Christophe Cambadélis écrit à Poul-Nyrup Rasmussen

Cher Poul, je t'écris pour te faire part de mes réflexions à quelques semaines du congrès du PSE (décembre 2009 à Prague) car à l'évidence ce congrès sera important. Une nouvelle législature du Parlement européen avec toujours la même majorité conservatrice, la montée de l'euroscpticisme et des populismes sur fond de crise systémique, l'exigence du développement durable, et la recherche pour les progressistes, des moyens de la reconquête. Sans oublier évidemment la réorientation stratégique américaine sur le bouclier antimissiles.

En effet, le congrès de Prague intervient à un moment clé pour la social-démocratie européenne. Elle a montré sa capacité à construire un programme commun, mais aussi son incapacité à conduire une stratégie commune car elle est trop souvent limitée par des logiques nationales. Si les élections européennes ont constitué bien souvent la défaite de toutes les variantes de la social-démocratie européenne, elles ont mis à jour les effets des contradictions qui existent au sein d'un parti comme le nôtre : le clivage entre ceux qui sont au pouvoir et ceux qui sont dans l'opposition. Il faut ajouter à cela la zone névralgique : celle de partis qui se trouvent à la veille d'élections cruciales. Je pense que c'est une question stratégique importante pour l'avenir. Comment articuler le PSE et le groupe parlementaire pour ne pas donner le sentiment qu'il y a une orientation politique qui pourrait sembler parfois décalée ou contradictoire avec une pratique parlementaire ? Comment assurer que le PSE ne soit pas impuissanté par les choix nationaux de certains de ses partis membres ? Comment, en réalité, donner au PSE une perspective de développement qui fasse de lui la seule alternative crédible à la droite en Europe ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit. La droite européenne est forte car elle a non seulement bénéficié de l'hégémonie du conservatisme et du néo-libéralisme, mais elle a aussi, de manière parfois opportuniste, flatté l'euroscpticisme et flirté avec le populisme qui réapparaît un peu partout dans l'Union. Du coup, seule héritière d'un compromis historique avec une démocratie chrétienne qui a été supplantée par la droite conser-

vatrice, la social-démocratie veut défendre une Europe qui ne convainc plus. Elle a perdu la bataille de l'attrait et elle peine à convaincre qu'elle pourrait faire différemment de la droite. Elle est associée à la lourdeur et l'immobilisme des institutions européennes.

Ce congrès doit donc ouvrir un chemin vers une reconquête. La crise a montré que notre diagnostic était le bon et les intentions affichées par les dirigeants politiques d'aujourd'hui pour y répondre, prouvent que nos solutions thérapeutiques sont les bonnes. Mais cela ne suffit pas.

Le congrès de Prague doit être le point de départ d'une re-définition de notre projet politique. Son moment n'est pas anodin. Dans la capitale de la révolution de velours qui, il y a vingt ans fut un des épisodes de la fin du communisme, ouvrant la voie à une réunification de l'Europe et de la vieille famille social-démocrate européenne si féconde au début du XXe siècle. Il doit donc être à la hauteur de l'Histoire.

Je te fais donc deux propositions pour lancer la reconquête.

- Que le PSE travaille, dans un cadre à définir, mais qui pourrait associer nos think tanks et les militants du PSE, à la construction d'une sorte de Déclaration de principes, un Manifeste de Prague, si on lançait le processus au congrès par exemple. Dans ce texte le PSE pourrait exposer ce signifie être social-démocrate au XXIe siècle, son interprétation du Monde, nos héritage, ses ambitions, l'Europe qu'il veut, ses valeurs et la société juste qu'il propose aux Européens.

- La formation d'une assemblée des parlementaires socialistes d'Europe qui réunirait tous les membres des groupes parlementaires socialistes ou sociaux-démocrates des parlements nationaux des pays membres de l'Union européenne. Une telle assemblée permettrait de créer, de renforcer ou de systématiser les liens entre députés et sénateurs socialistes des parlements des États-membres et elle pourrait se réunir une fois tous les deux ans par exemple pour des journées d'études, des campagnes ou d'autres formes d'actions communes.

Voilà quelques pistes pour la préparation de ce Congrès dont je pense qu'il doit être utile à notre famille politique.

Élection à la présidence de l'UNESCO : Un camouflet pour Nicolas Sarkozy

Déclaration de Jean-Christophe Cambadélis

L'élection d'Irina Bokova à la présidence de l'UNESCO est un camouflet pour Nicolas Sarkozy.

La France soutenait Hosni l'Egyptien proche de Mme Mubarak. Refuser de soutenir une Européenne au nom d'une diplomatie personnelle n'est juste ni appropriée. L'Elysée qui a fait campagne s'est heurtée à l'exigence du respect de l'éthique de l'UNESCO.

États-Unis :

Santé : «Obama a affirmé les principes, sans exclure des concessions»

Laurent Bouvet, professeur de sciences politiques à l'université de Nice, explique dans un entretien à *Libération* en date du 10 septembre comment Barack Obama a repris la main en déterminant les grands principes de sa réforme du système de santé américain. Mais d'importantes concessions aux assureurs privés devront être faites pour que le projet soit voté.

Tant au niveau du symbole que du fond, comment analyser le discours de Barack Obama devant le Congrès ?

Barack Obama a réalisé une performance habituelle à ses grands discours, avec un art oratoire affirmé. Symboliquement, il ne s'est pas loupé. Sur le fond, il faut remarquer qu'il ne s'était jamais exprimé aussi clairement sur la réforme du système de santé. Désormais, on sait à quoi s'en tenir alors que jusqu'à présent, les choses étaient confuses. Pendant l'été, beaucoup de personnes s'étaient exprimées sur le sujet. Barack Obama a exposé solennellement et clarifié ses principaux objectifs.

Lesquels ?

J'en vois trois. L'amélioration de l'assurance santé de ceux qui en disposent déjà d'une, la création d'une couverture pour les 47 millions de personnes qui en sont dépourvues et la diminution du rythme d'augmentation des dépenses de santé. Il ne l'a pas évoqué clairement, mais il y a un autre objectif, celui d'une amélioration de la prévention.

Quelle stratégie semble-t-il souhaiter adopter ?

Le principal objectif d'Obama est de donner aux Américains le choix entre les assurances privées et une assurance publique. Il a rejeté dans son discours «l'option tout public» comme au Canada - qu'il considère comme celle de la gauche - et l'option consistant à laisser chacun s'assurer seul - celle de la droite. Dans cette optique, «l'option publique» constitue véritablement le cœur du programme d'Obama. Il y avait pu avoir des doutes sur cet aspect durant l'été, Obama a réaffirmé hier que cet objectif était primordial.

Quelles concessions devra-t-il faire pour faire passer le cœur de sa réforme ?

Je pense que le deal sera le suivant: les assureurs privés devront faire preuve de bonne volonté sur l'option publique, limiter leur course aux profits et arrêter de refuser certains malades. Mais en échange, ils garderont la main-mise sur l'essentiel de la santé américaine. C'est-à-dire qu'ils conserveront les malades les plus profitables, ceux qui coûtent le moins cher. Les autres (les pauvres et les vieux) seront intégrés dans le système public.

C'est dans cette mesure qu'on peut considérer le discours d'Obama comme bipartisan ?

Obama n'a pas prononcé un discours de démocrate libéral. Il sait que s'il est trop à gauche, la réforme ne passera jamais. C'est d'ailleurs l'erreur qu'avait faite Clinton en 1993, en disant que si le projet n'était pas conforme à ses demandes, il y met-

trait son veto. En affichant son ouverture, Obama laisse certains points négociables. Il s'agit principalement de la marge qu'il va laisser aux assurances privées. Pour faire passer l'option publique, Obama va devoir lâcher du lest sur certains points. Par exemple, il a dit être prêt à négocier sur le «gâchis et l'inefficacité» de Medicare et Medicaid, en rationalisant notamment les parcours de soins. Cela apparaît comme une concession faite à la droite et aux républicains. L'autre point de négociation, c'est le financement de la réforme. Le pari d'Obama, c'est que le nouveau système sera moins coûteux.

Quel est le calendrier des prochaines semaines ?

Obama a fixé ses objectifs, avec en filigrane l'accord auquel il est prêt. Il a mis tout son poids dans la balance. C'est maintenant le Congrès qui va faire le texte. Obama n'a pas dit ce qu'il ferait si certains grands principes énoncés n'étaient pas retenus. En menaçant de son veto, il se serait enfermé. A mon avis, le Congrès proposera un texte fin septembre. On aura alors une idée du niveau du curseur choisi. Si le privé (les assureurs, les lobbies) y trouve son compte, l'option publique sera acceptée.

Élections allemandes : Ce que proposent les partis

Voici les positions sur quelques grands dossiers des cinq grands partis en lice pour les élections législatives allemandes du 27 septembre: Union chrétienne-démocrate (CDU de la chancelière Angela Merkel, conservateurs), SPD (sociaux-démocrates du ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier), FDP (libéraux), les Verts (écologistes) et Die Linke (extrême gauche).

- Fiscalité : le SPD veut baisser le taux de base de l'impôt sur le revenu à 10% contre 14% et relever la tranche supérieure de 42% à 47%. Le FDP veut un barème à trois tranches: 10%, 25% et 35%. La CDU veut baisser le taux minimal à 12% et relever à 60.000 euros le seuil du taux maximal, contre 53.000 euros actuellement. Les Verts et Die Linke veulent augmenter les abattements pour les plus bas revenus et relever la tranche supérieure respectivement à 45% et 53%.

- Emploi : le SPD veut créer 4 millions d'emplois dans les services à la personne, les énergies renouvelables ou la culture d'ici 2020. Les Verts tablent sur un million grâce à un «Green New Deal». Die Linke veut investir 100 milliards d'euros par an pour créer 2 millions d'emploi, les trois quarts dans les services publics.

- Travail : le FDP veut faciliter les licenciements. Les partis de gauche veulent généraliser le salaire minimum (7,50 euros/heure), Die Linke voulant le relever à 10 euros. L'allocation de solidarité pour les chômeurs longue durée devrait être relevée de 320 euros à 420 euros (les Verts), voire 500 euros (Die Linke).

- Famille : la CDU promet de doubler la durée de congé parental de 14 à 28 mois, le SPD veut le faire passer à 16 mois. Un droit opposable à la garde d'enfant figure dans tous les programmes. Tous sauf la CDU veulent étendre aux couples de même sexe les avantages fiscaux des couples mariés et leur ouvrir le droit

à l'adoption.

- Energie : CDU et FDP ne veulent pas construire de nouvelles centrales mais prolonger la durée de vie des installations existantes et repousser la date d'abandon du nucléaire, prévue pour 2020. Le SPD se tient à cette date, qu'il a faite adopter au parlement, et veut investir massivement dans les énergies renouvelables. Les Verts veulent arrêter dès que possible les centrales existantes, tout comme Die Linke.

- Politique étrangère: seule Die Linke réclame que l'Allemagne quitte l'Otan, et un retrait immédiat de la Bundeswehr d'Afghanistan. La CDU et le SPD veulent assigner au gouvernement de Kaboul des objectifs pour reprendre le contrôle du pays, afin de faciliter le départ progressif des troupes étrangères d'ici 2013.

Sommet du G20 : Oser réformer la finance mondiale



Des députés européens, syndicats et organisations non gouvernementales ont lancé lundi une campagne pour appeler à des réformes financières mondiales plus ambitieuses, quelques jours avant le sommet du G20 de Pittsburgh.

« Une réforme radicale du secteur financier est à présent essentielle si nous voulons le remettre

à sa place, c'est-à-dire au service des citoyens et des entreprises », souligne dans un communiqué cette coalition, qui a pris le nom d'« Européens pour la réforme financière ».

Le collectif rassemble les eurodéputés socialistes, membres du Forum progressiste mondial, la Confédération européenne des syndicats (CES), le Syndicat mondial des services UNI ou encore la plateforme d'ONG sociales européennes Solidar.

«Les choses ne vont pas dans la bonne direction», a déploré l'eurodéputé socialiste et ancien Premier ministre danois Poul Nyrup Rasmussen, lors d'une conférence de presse pour lancer cette campagne, intitulée « *Régulons la finance mondiale maintenant !* » (www.europeansforfinancialreform.org).

« *Je suis très, très inquiet* », a-t-il ajouté, déplorant avoir constaté la volonté du secteur financier de retourner aux habitudes d'avant la crise.

Estimant qu'il y a «un manque de volonté politique évident» des dirigeants européens sur la réforme financière, la coalition, qui sera présente à Pittsburgh, veut faire pression sur ceux-ci pour obtenir plus d'avancées pour « *l'instauration d'un système financier sain* ».

« *Il ne s'agit pas uniquement des bonus, mais aussi de mettre en place une régulation financière crédible et efficace* », a souligné M. Rasmussen.

Les Européens pour la réforme financière demandent notamment d'« *abolir les paradis fiscaux* » et soutiennent l'idée d'une taxe sur

les transactions financières.

« *Nous avons vu une nouvelle initiative très intéressante ces dernières semaines* » dans ce domaine, s'est réjoui M. Rasmussen. « *Nous devons maintenant le faire.* »

L'idée d'un prélèvement sur les transactions financières, défendu depuis des années notamment par le mouvement altermondialiste, est revenu au goût du jour avec la crise financière. Elle a reçu un soutien politique en Allemagne et en France.

Forum social mondial : déjà 10 ans !

En 2010, le Forum Social Mondial aura 10 ans. A cette occasion, il a été décidé que désormais le FSM aura un caractère permanent, avec de nombreuses activités dans le monde en 2010.

Le thème de la crise mondiale sous ses angles économique, environnemental, alimentaire, énergétique, de civilisation, bref, humanitaire sera l'élément de l'identité commune du processus en 2010 dans le respect de l'autonomie des organisations locales..

Le défi qui se pose n'est pas seulement de réagir aux attaques en cours contre les conditions de vie et de travail, mais aussi de construire une autre sortie de la crise permettant remplacer le néo-libéralisme pour un modèle social plus juste .

Plusieurs initiatives ont été déjà programmées pour 2010, comme des forums mondiaux thématiques, régionaux et nationaux. . Voilà d'ores et déjà quelques événements prévus.

- 24 au 28 janvier : Forum Social Mondial 10 ans – en même temps que Davos à Porto Alegre.

- 22 au 26 mars : Droit à la Ville pendant le Forum Urbain Mondial. Rio de Janeiro.

- 26 au 28 mars : Forum Thématique sur «Crise de civilisation, bien vivre et paradigmes alternatifs.» Cuzco, Pérou.

- 22 au 26 juin : Forum Social sur Immigration, Logement et Guerres. Detroit, USA.

Fin juin : Forum Social Européen. Istanbul.

- 20 au 21 juillet : Forum Social Amérique, Asunción, Paraguay.

Septembre / Octobre : Forum Mondial d'Éducation, Palestine.

- 9 au 13 décembre : Forum Mondial thématique sur Éducation, Recherche et Culture de Paix. Santiago de Compostelle.

Le prochain FSM aura lieu à Dakar, en Afrique, en 2011. après le forum décentralisé de Bamako en 2003 et le FSM de Nairobi en 2007, le mouvement altermondialiste international va donc se retrouver en Afrique.

L'idée est d'étendre les avancées de Belém, notamment sur les questions environnementales et la mobilisation des peuples autochtones. Un séminaire préparatoire aura lieu cette année à Dakar pour entamer des discussions sur plusieurs questions - y compris le format et le financement de l'événement - et pour formuler le projet général du FSM 2011.

□

Moyen-Orient :

Retour sur le congrès du Fatah

Maurice Braud, président du comité d'éthique de l'Internationale socialiste était présent au Sixième congrès du Fatah à Bethléem, les 4 et 5 août dernier.

Initialement mouvement de libération nationale et de lutte, le Fatah n'est pas une organisation partisane au sens strict.

Cette situation n'est pas isolée au sein de l'Internationale socialiste (IS), organisation politique internationale qui a intégré au fur et à mesure de son développement de ses trente dernières années (particulièrement depuis la présidence de Willy Brandt, à partir du milieu des années 70) de nombreuses organisations politiques constituées dans la clandestinité et dans la lutte contre le colonialisme et pour la libération nationale.

Elle contraint le responsable politique ou l'analyste à prendre en compte cette réalité première s'il veut comprendre un tant soit peu les enjeux véritables internes à ces mouvements. Il ne peut appliquer la seule grille d'analyse que nous utilisons pour examiner les débats internes et les clivages des organisations politiques rompues à une longue pratique démocratique interne et évoluant dans un cadre politique national général garanti et exercé au sein d'institutions démocratiques et parlementaires anciennes et respectées.

Depuis les Accords d'Oslo puis la mise en place de l'Autorité palestinienne, le Fatah est une organisation qui a dû s'adapter à une situation fortement mouvante. Abandon de l'exil par sa direction pour évoluer au sein d'institutions nouvelles et participation à la gestion de celles-ci, sous le contrôle attentif de la communauté internationale, décès dans des circonstances encore discutées de son fondateur et leader charismatique Yasser Arafat, perte d'influence et défaite électorale face au Hamas, enfin détérioration continue de la relation avec les Autorités israéliennes après l'assassinat du Premier Ministre en exercice Yitzhak Rabin le 4 novembre 1995.

Depuis sa dernière Convention générale d'Alger en 1989, le Fatah ne s'était jamais réuni dans une formation lui permettant après un débat interne de renouveler l'ensemble des instances. A plusieurs reprises au cours des dernières années, lors de rencontres bilatérales, le PS avait incité ses interlocuteurs du Fatah à se lancer dans un tel processus, à la fois pour asseoir sa crédibilité externe et internationale, mais aussi pour renforcer, dynamiser et rajeunir ses instances et partant, donner un nouveau cours à son action politique.

Aussi la mise en place d'un Comité préparatoire du 6^e congrès il y a de cela quelques mois avait-elle été accueillie avec grand intérêt, mais aussi un brin de scepticisme, par de nombreux observateurs.

Les débats au sein de ce Comité furent difficiles, voire houleux. Il n'est pas parvenu à arrêter par un accord unanime le nombre de délégués, l'ordre du jour, etc... Aussi Mahmoud Abbas l'a finalement dissous et il a décidé unilatéralement que le congrès se tiendra à Bethléem à partir du 4 août 2009.

Ainsi, avant même l'ouverture du 6^e congrès, les débats ont-ils été très vifs au sein du Fatah, entre d'une part Mahmoud Abbas et les cadres de l'Autorité palestinienne et, d'autre part, des responsables du Fatah opposés ou réservés sur la stratégie du Fa-

tah suivie depuis les Accords d'Oslo ou, plus simplement, depuis la mort de Yasser Arafat, sur le rôle central désormais joué par Mahmoud Abbas.

Les déclarations quelques semaines avant le congrès de Farouk Kaddoumi sur le rôle de Mahmoud Abbas dans les derniers mois de Yasser Arafat sont de ce point de vue une des expressions de ces clivages internes et du refus de certaines franges du Fatah d'accepter le leadership de Mahmoud Abbas.

L'ouverture solennelle du Congrès de Bethléem par un long discours de Mahmoud Abbas, reprenant toutes les grandes étapes de la lutte de libération nationale et associant à chacune de celles-ci, non seulement le leader disparu Yasser Arafat, mais aussi le Président Mahmoud Abbas, renforçait cette impression de « prise en main » du congrès par Mahmoud Abbas lui-même et ses proches.

Les représentations diplomatiques nombreuses (y compris celle des Etats-Unis d'Amérique), les délégations venues du monde entier (pays arabes, mais aussi Afrique, Asie et Europe) accentuaient le premier jour cet effet.

Mais dès le 4 août, la vérification minutieuse de la liste des délégués par le congrès lui-même a prêté à de nombreux débats. Nombre total des délégués et modalités en amont de leur désignation, représentation des Palestiniens vivant en dehors de la juridiction de l'Autorité palestinienne, représentation de Gaza et de ses environs, tels étaient les principaux sujets, objectivement difficiles, divisant le congrès.

Les débats internes sur l'appréciation de la situation politique furent aussi très vifs.

Au terme néanmoins de ce congrès qui fut prolongé de plusieurs jours, très au-delà des trois ou quatre jours initialement prévus, les élections internes ont confirmé le leadership de Mahmoud Abbas mais ont permis aussi un renouvellement certain des instances (Comité central et Conseil révolutionnaire). Les commentateurs ont beaucoup insisté sur l'entrée et la montée dans les instances de certaines personnalités, parmi lesquels Marwan Barghouti, mais les profils finalement élus sont beaucoup plus variés que cette présentation sommaire.

Les mois à venir diront si ce congrès est parvenu à créer une dynamique interne de renouvellement et d'enracinement politique dans la société palestinienne qui vit en Cisjordanie et à Gaza.

Les difficultés sont très grandes et les attentes de la population palestinienne plus encore, qu'elle vive en Cisjordanie, à Gaza ou à l'étranger.

L'une des plus grandes difficultés réside dans l'absence de véritable interlocuteur au sein des actuelles Autorités israéliennes, renforcée par la faiblesse politique dramatique depuis les dernières élections législatives de la gauche israélienne. Colette Avital, ancienne candidate à la Présidence de la République du Parti travailliste israélien, dans un article du Jerusalem Post a appelé l'actuel gouvernement à reprendre langue pour négocier avec l'Autorité palestinienne, particulièrement avec Mahmoud Abbas. Le Ministre travailliste du Commerce et de l'Industrie Binyamin Ben Eliezer a de son côté demandé la libération de Marwan Barghouti. Ces prises de position courageuses ne pèsent guère cependant dans la politique menée actuellement par le gouvernement conservateur israélien.

L'autre grande difficulté du Fatah et de la Présidence de l'Autorité

palestinienne est le Hamas et l'autorité de fait qu'il exerce sur Gaza et sa région. Cela aboutit à une partition de fait des deux territoires qui, si elle persiste, ne pourra pas ne pas avoir des conséquences.

Par ce 6^e congrès, le Fatah a ouvert une nouvelle voie de son propre avenir. La vivacité des débats internes, la jeunesse et l'enthousiasme des délégués sont l'expression de la vitalité de l'organisation. Ce sont là des conditions nécessaires à son développement futur. Mais il faut poursuivre le dialogue avec ses divers représentants, à la fois pour avancer dans la perspective politique défendue par le PS de deux Etats aux frontières garanties, mais aussi pour contribuer pratiquement à l'intégration du Fatah au sein de la grande famille du socialisme démocratique dans le monde.

Défense : **L'abandon du bouclier antimissile** **par les Etats-Unis**

Vers une redéfinition de la politique internationale et militaire américaine

L'abandon du bouclier antimissile s'inscrit dans la volonté de Barack Obama de rompre avec la politique étrangère des Etats-Unis et ses options stratégiques telle qu'elles ont été définies par les néo-conservateurs et appliquées par Georges Bush. Avec cet abandon, l'on voit également une réorganisation de la politique de défense américaine.

Après avoir fixé un calendrier de retrait en Irak, une nouvelle approche des relations entre les Etats-Unis et l'Iran et même ses hésitations à répondre favorablement à l'envoi des troupes supplémentaires en Afghanistan demandé l'état-major de l'armée et le commandant en chef des forces américaines, la décision sur le bouclier antimissile était attendue.

Une nouvelle donne dans les relations entre les Etats-Unis et la Russie

George Bush justifiait l'installation des intercepteurs à long portée en Pologne et un système de radar en République tchèque pour contrer l'Iran qui développait un programme balistique et nucléaire. En réalité, ce programme était destiné à contrer la Russie. La crise géorgienne, les relations privilégiées avec l'Iran, un nouvel activisme au Moyen-Orient ont rappelé que sous les décombres de l'Union soviétique, la Russie demeurerait une grande puissance avec son potentiel énergétique, sa puissance nucléaire et une zone d'influence qui la place aux confins de plusieurs ensembles géostratégiques d'importance. La Chine, l'Europe, l'Inde, le Caucase et l'Iran. George Bush voulait contenir la Russie.

Obama souhaite « inventer » de nouvelles relations entre son pays et la Russie, il doit, à la suite d'un Reagan qui, avec Gorbatchev, avait dû tenir compte d'une nouvelle donne à Moscou, théoriser un rapport nouveau.

C'est une des raisons essentielles de l'abandon de ce bouclier car pour inventer de nouvelles relations entre une « nouvelle génération » de dirigeants, Washington ne peut considérer d'entrée de jeu Moscou comme un ennemi. Il s'agit en effet, de réduire les justifications d'une agressivité ou d'une « paranoïa » russe. Il s'agit, comme l'a dit le Président américain, d'enrôler

en quelques sortes la Russie dans la lutte contre les menaces présentes dans la région, ce qui inclut bien sûr l'Iran.

Le programme balistique et nucléaire iranien apparaissent, de son côté, moins avancé qu'on a prétendu. En fait, Bush s'était servi de l'Iran comme d'un prétexte alors que Téhéran n'a pas la capacité réelle de déployer des missiles à longue portée. En tout cas, pas dans les dix années qui viennent. Ce qui enlève du coup la justification « officielle » du bouclier antimissile.

Esquisse d'un renforcement du partenariat entre « l'Occident » et la Russie ?

Alors que depuis plusieurs années, les Russes voyaient l'OTAN comme un adversaire et s'opposait à son élargissement, ils se voient proposer maintenant un partenariat stratégique.

Cela, dit, Obama, n'a pas renoncé à une présence militaire ni une ligne de défense américaine dans cette partie de l'Europe.

Un « retrait » unilatéral était en effet impensable, ne serait-ce que pour faire taire les accusations de « capitulation » portées par les Républicains. À l'OTAN comme à Moscou, l'idée d'une entente entre les deux « grands » sur la défense européenne et sur une « zone de sécurité commune » en Asie centrale, notamment en Afghanistan, fait son chemin.

Cette évolution dans la politique américaine ouvre un espace intéressant pour la définition d'objectifs européens en matière de défense car, si les Américains ne reculent pas sur leurs options stratégiques, il y a une volonté de « détente » dans la relation avec la Russie. Ce qui permettrait à l'Europe de se hisser au-dessus du statut de tutelle américaine sous laquelle elle se trouve et de se placer entre troisième partenaire du dialogue stratégique entre Américains et Russes qui concerne l'Europe et une bonne partie de l'Asie.

Brèves : **La crise politique va durer jusqu'au** **printemps en République tchèque**

La chambre basse du Parlement tchèque n'a pas réuni suffisamment de voix pour décider de son autodissolution et permettre ainsi la tenue des élections anticipées annoncées depuis la chute du gouvernement Topolánek au printemps dernier. Ce vote devait permettre au Parlement de contourner le refus de la Cour constitutionnelle d'approuver la constitutionnalité de la tenue d'élections anticipées. Les élections qui devaient avoir lieu d'abord en octobre, puis en novembre, auront donc lieu à la date régulière au printemps 2010. Le pays restera ainsi géré beaucoup plus longtemps que prévu par le gouvernement transitoire de techniciens dirigé par l'ex-chef de l'office national des statistiques, Jan Fischer.

Chili, le centre-gauche en danger

L'ex-président démocrate-chrétien Eduardo Frei qui a été désigné, le 5 avril dernier, candidat unique de la Concertation, la coalition de gauche au pouvoir au Chili (Démocratie chrétienne, PS et Parti pour la démocratie de Ricardo Lagos) à l'élection présidentielle de décembre, devra affronter le candidat de droite Sebastián Piñera, un homme d'affaire déjà battu par Michelle

Bachelet en 2006. Pour la première fois depuis la fin de la dictature, la droite est en effet en tête des sondages.

Communiqués de presse : Sur la situation au Honduras

Manuel Zelaya, président du Honduras, renversé par un coup d'État militaire le 28 juin 2009, et expulsé à l'étranger, vient de revenir dans son pays. Il bénéficie de la protection diplomatique du Brésil. Cette protection, l'appui renouvelé de l'Organisation des États Américains, l'engagement particulier de la diplomatie du Costa Rica, devraient permettre au président légitime de reprendre ses fonctions.

Le Parti socialiste rappelle sa condamnation du coup d'État. Il soutient les efforts de l'OEA et du Costa Rica pour que le Honduras retrouve la voie de la démocratie qu'il n'aurait jamais dû quitter. Le Parti socialiste espère que le président Zelaya pourra dans les plus brefs délais retrouver le plein exercice de ses compétences institutionnelles.

Le monde ne peut se permettre un G20 pour rien

Les discussions préparatoires au G20 de Pittsburgh font craindre des résultats à minima. La position européenne n'est malheureusement pas de nature à lui donner une vraie impulsion. Malgré les affirmations contraires de Nicolas Sarkozy, le compromis adopté à Bruxelles jeudi dernier ne prévoit en effet ni mesure de plafonnement des bonus ni véritable régulation financière.

Le Parti socialiste lance un appel solennel aux dirigeants du G20 pour qu'ils se ressaisissent et prennent la mesure de l'urgence et de la nécessité d'agir immédiatement. L'encadrement et la régulation du secteur financier et des banques sont absolument nécessaires pour remettre le système financier au service de l'économie réelle et éviter que la crise d'aujourd'hui ne se reproduise rapidement et plus violemment encore dans un futur proche. Le monde ne peut se permettre un nouveau G20 pour rien.

Le Parti socialiste français s'associe totalement à l'appel lancé à l'initiative du Parti socialiste européen au sein du « Forum progressiste mondial » (Global progressive forum). Dans ce cadre, les socialistes et les progressistes européens ont élaboré une plateforme commune de propositions et lancé une campagne de mobilisation pour « réguler la finance globale maintenant ».

Cinq priorités ont été avancées qui constituent une feuille de route pour une nouvelle régulation des marchés financiers :

- 1) imposer un contrôle démocratique sur les marchés financiers (et notamment les rémunérations) ;
- 2) exiger la transparence et la responsabilité comme pierres angulaires du système financier ;
- 3) développer une finance durable pour des emplois durables ;
- 4) préserver les finances publiques notamment en abolissant les paradis fiscaux ;
- 5) mettre fin à la spéculation avec une taxe sur les transactions financières.

Le Parti socialiste s'inscrit dans cette initiative et propose des

mesures fortes de régulation qu'il demande à la France et aux Européens de défendre à Pittsburgh : la mise en œuvre d'une régulation sur les mouvements de capitaux et la taxation des transactions financières internationales (type Tobin) pour refaire passer l'économie réelle avant la finance ; la réglementation plus stricte de la titrisation en obligeant les banques à conserver une part importante du risque lié aux prêts ; la participation de l'État au conseil d'administration des banques ; le renforcement de la réglementation à l'égard des fonds spéculatifs, des fonds d'investissement, des fonds souverains et des agences de notation ; la séparation des activités de dépôts et d'investissement et la transparence des produits financiers ; le renforcement du rôle du FMI, la présence de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) au G20, ainsi que la participation de l'Afrique à ces réunions.

Le Parti socialiste demande à la France de défendre également des mesures qui mettront réellement fin aux paradis fiscaux, à la fraude et à l'évasion fiscale, à l'évasion réglementaire et au blanchiment d'argent. Il faut interdire aux banques et aux établissements financiers de travailler avec les paradis fiscaux. Des décisions doivent être rapidement prises au niveau européen, en recourant si certains bloquent au mécanisme des coopérations renforcées.

Enfin, le Parti socialiste demande l'encadrement des hautes rémunérations et souhaite que la France montre l'exemple en légiférant en la matière. À cet effet, les députés socialistes déposeront une proposition de loi, débattue le 15 octobre à l'Assemblée nationale. Elle prévoira notamment la limitation drastique des bonus, qui ne devront en aucun cas dépasser le montant du salaire fixe. Les parachutes dorés seront interdits, les stock-options réservées aux entreprises naissantes et les écarts de rémunération plafonnés dans les entreprises.